

Biblioteka
UMK
Toruń

372672

debet Br. XI 6. 144

1.

VI

DES CAUSES

DE

LA DÉCADENCE DE LA POLOGNE.

DES CAUSES

DE

LA DÉCADENCE DE LA POLOGNE;

PAR ALPHONSE D'HERBELOT.

(Extrait de la Revue Encyclopédique).

TYPOGRAPHIE DE MARCELLIN-LEGRAND, PLASSAN ET C^{ie},
RUE DU PETIT-VAUCIRARD, N^o 15.

PARIS. — IMPRIMERIE DE PLASSAN ET C^{ie},
RUE DE VAUCIRARD, N^o 15.



PARIS,

J. BARBEZAT, LIBRAIRE, RUE DES BEAUX-ARTS, N^o 6.

1829.

DES CAUSES

LA DÉCADENCE DE LA POLOGNE

PAR ALPHONSE BERTELLO



372672

WYDANO Z DOBLETOM
Biblioteki Narodowej

W. 1155 / 66

Lorsque Kosciuszko, vaincu et blessé à Macieio-
wice, sentit sa cause perdue, et vit s'évanouir en un
jour toutes ses espérances, il laissa échapper cette
seule plainte : « c'est la fin de la Pologne ! » Ce cri de
douleur du patriotisme déçu, la plupart des écrivains
modernes l'ont répété, en le commentant de mille
manières ; la Pologne, disent-ils, n'a plus de rôle à
jouer en Europe : juste ou non, son arrêt de mort
est irrévocable, et Catherine-la-Grande en a fini
pour toujours avec la dernière des républiques
slaves.

Ainsi pensent presque tous nos publicistes : quel-
ques-uns vont plus loin, et, par exemple, d'après
M. de Salvandy, non-seulement la Pologne est à
jamais rayée du catalogue des nations indépendantes,
mais cette lamentable chute est la conséquence in-
vincible de son organisation sociale, la peine méri-
tée de ses fautes : de sorte que ce peuple, comme
ces victimes du destin, sur lesquelles semble peser
incessamment un jugement du ciel, n'aurait tra-
versé les siècles que pour instruire ses voisins par
l'exemple de ses erreurs, et leur faire voir la néces-

sité de la justice dans la domination, la nécessité du pouvoir auprès de la liberté. Voilà toute la moralité que M. de Salvandy tire de cette histoire, souscrivant d'ailleurs avec résignation au crime politique qui l'a si brusquement interrompue.

Nous ne savons si les États qui démembèrent la Pologne ont beaucoup profité de cet enseignement *si instructif, si moral*; si l'Autriche a pris grand soin d'appliquer à ses sujets d'Italie cette règle de la nécessité de la justice dans la domination; et là, nous penchons à croire que l'existence de la Pologne eût assuré à l'Europe plus d'avantages et de garanties, que la chute de cet empire n'a pu lui donner d'utiles leçons.

Si l'on regarde en effet à la situation du Nord, si l'on suit de l'œil ces grands débats où vont se décider peut-être les destinées de l'Europe centrale, on s'effraie de voir toutes les barrières que la politique ou le hasard avaient disposées et soutenues autour de la Russie, se dispersant et s'écroulant chaque jour. La Suède a, depuis Pultawa, donné sa démission de puissance prépondérante: la Pologne est une dépendance de l'empire des Czars, et Constantinople, au moment où nous écrivons ces lignes, de-

vient peut-être un modeste chef-lieu de province, à l'instar d'Archangel ou d'Odessa. Nous ne nous exagérons pas la puissance de la Russie; nous savons que ce colosse de fer a des pieds d'argile, que les élémens dont il se compose sont incohérens, et réunis entre eux par des liens factices, et qu'il est secrètement travaillé par des germes nombreux de dissolution. Mais ces germes de mort, quand se développeront-ils? Et avant que cette aggrégation de peuples ne se dissolve, combien aura-t-elle encore dévoré de puissances indépendantes? Si l'on se demande en effet qui détournera le coup fatal des provinces que convoite encore l'ambition moscovite, on parcourt vainement l'Europe sans trouver ce boulevard de la liberté commune. Car, des trois empires limitrophes de la Russie, l'un, celui de Mahmoud, va finir quelque jour dans une bataille malheureuse; l'autre, celui des Frédéric, vaste pièce de marqueterie, sans unité, sans lien entre ses diverses parties, n'attend le maintien de son existence que de l'alliance des Czars; l'Autriche reste donc seule chargée de protéger l'Europe; et certes, elle voit d'un œil jaloux le cordon des soldats russes qui presse de tous côtés ses frontières;

mais M. de Metternich, grand justicier de la sainte alliance, a bien assez à faire de tenir la Hongrie en tutelle, l'Italie *au secret*, pour ainsi dire, et toutes les libertés du monde en surveillance. D'ailleurs, il craint l'esprit nouveau, l'esprit du XIX^e siècle, plus encore que les envahissemens de la Russie, et ne consentirait sans doute à servir d'avant-garde à l'Europe centrale, qu'autant qu'elle lui sacrifierait en échange ce qu'il y a de plus contagieux dans ses libertés. La Russie est donc, à vrai dire, sans contre-poids dans le Nord, sans adversaire voisin et imminent; ses armées menacent aujourd'hui Constantinople: qui sait où elles camperont demain? Il y a quarante ans, un empire existait, qui, placé sur le seuil même de la Moscovie, attentif à ses moindres mouvemens, ennemi obstiné de sa grandeur, garantissait l'Europe de toute surprise, et pouvait, en cas d'invasion, lui donner au moins, par sa résistance, le tems d'aller aux armes. La Pologne, par le nombre de ses habitans et l'active énergie de son esprit national, était assez forte pour soutenir le premier choc de ses voisins, et fournir un nombreux contingent de braves soldats à quiconque aurait voulu s'associer à ses efforts: elle était trop faible par la na-

ture même de sa constitution, trop insouciante de toute conquête hors des limites de son territoire, pour exciter à son tour les inquiétudes de l'Europe. C'était d'ailleurs un État constitutionnel d'une politique loyale et généreuse, que l'on pouvait s'allier sans rougir, et sans crainte qu'il ne mît à trop haut prix ses secours. L'Europe l'a regardé mourir, sans même lui tendre la main: elle en porte aujourd'hui la peine. Si elle se surprend à trembler au bruit des victoires de la Russie, si elle compte et recompte les lieues qui séparent encore Diébitsch de Constantinople; si elle demande avec effroi quand s'arrêtera le torrent, c'est qu'elle l'a laissé grossir sans mesure, et lui a livré la Pologne. A l'époque du démembrement, tous ont été coupables, et ceux qui ont pris leur part des dépouilles, et ceux qui ont lâchement consenti; si tous sont aujourd'hui menacés par les conséquences de ce crime politique, à qui la faute? Et n'est-ce pas là un juste châtement?

Personne qui ne convienne aujourd'hui que l'Europe, en délaissant la Pologne, a trahi à la fois son devoir et ses intérêts; tous avouent l'erreur: très-peu songent au remède; et l'opinion commune est que ce peuple, en supposant même qu'il parvint à

se relever, succomberait bientôt sous l'effort des mêmes causes de ruine qui l'ont déjà fait périr une fois; on se dit, qu'écarter les obstacles matériels qui s'opposent à sa régénération, ce serait faire à peine la moitié de l'œuvre; qu'il resterait toujours la difficulté d'organiser dans ce pays un gouvernement stable, et de fonder sur ce sol si mouvant un édifice constitutionnel, où pût se conformer l'alliance du pouvoir et de la liberté.

Ce jugement sur la Pologne tient à l'ignorance générale où l'on est en Europe de sa situation présente: on se la représente toujours telle qu'elle paraissait au xvii^e siècle, tumultueuse et bruyante, se précipitant dans la guerre civile, quand venait à cesser la guerre étrangère, fuyant le repos comme les autres la discorde; bizarre anomalie, au milieu de cette Europe si docile, si uniforme, et pour ainsi dire taillée au cordeau. On oublie que cent ans de discordes et quarante ans d'esclavage ont passé sur la Pologne, et que c'est là une dure éducation qui calme les ardeurs exagérées, et corrige de bien des torts. Jeter quelques idées sur les résultats actuels de cette sanglante leçon est toute notre tâche; quant aux circonstances extérieures qui pourraient

amener en Pologne une heureuse révolution, c'est le secret de l'avenir, et nous ne cherchons pas à le pénétrer; trop de prévisions ont été trompées depuis un demi-siècle, pour que nous nous sentions à notre tour le courage de jouer le rôle de prophètes.

Le vice inhérent à l'existence même de ce peuple, c'est, dit-on, l'absence d'une classe intermédiaire, et la domination absolue de l'ordre équestre: que faire avec de tels élémens, répètent les sages? comment reconstruire une société sur de telles bases? Il est vrai, et le rétablissement de la Pologne serait un rêve, si ces élémens existaient encore, si ces bases n'avaient pas changé.

Il y a eu surtout cela de bon dans le mouvement intellectuel excité par la révolution française, qu'il a puissamment enraciné dans les esprits en Europe le sentiment de l'égalité: de sorte que, là même où la liberté politique n'a pu se faire jour à travers les terreurs et les préjugés du despotisme, l'égalité a pris place dans les lois et renouvelé tous les Codes; La Pologne, aux jours de ses malheurs, a rendu hommage la première à ce principe sacré, fondement de notre civilisation moderne. La noblesse,

effrayée de sa propre licence, vit enfin que la patrie allait en mourir, et, dans la ferveur d'un admirable désintéressement, mutila d'elle-même son pouvoir, et abdiqua son despotisme. Elle s'imposa, le 3 mai 1791, une constitution, modèle achevé de raison et de sagesse, dernier sacrifice fait au salut d'une patrie tant aimée. L'acte du 3 mai 1791 réparait toutes les brèches que le tems, les intrigues étrangères et les discordes civiles avaient fait à l'antique constitution, et la remettait en harmonie avec les lumières nouvelles. Le *liberum veto*, qui depuis un siècle avait maintenu l'anarchie en permanence, était aboli : l'hérédité du trône consacrée, mais, en même tems, l'influence de la couronne limitée par de sages restrictions. La noblesse gardait *ses immunités, libertés et prérogatives* ; mais des mesures étaient prises pour que la bourgeoisie vînt se confondre insensiblement dans l'ordre équestre, et former avec lui un seul peuple : cette union si précieuse, quelques années devaient l'accomplir ; en attendant, la loi du 18 avril 1791, annexée à la constitution du 3 mai, déclarait les habitans des cités admissibles à tous les emplois civils, ecclésiastiques et militaires ; elle leur assurait la liberté in-

dividuelle, le droit de nommer leurs magistrats et d'envoyer des députés aux diètes ; elle invitait les gentilshommes à inscrire leurs noms dans les livres municipaux, à adopter le métier d'ouvrier et d'artisan, à s'occuper du commerce et à remplir toutes les fonctions municipales (Art. 10.). Cette intention des législateurs avait été remplie : une foule de citoyens des principales familles polonaises s'étaient fait recevoir au nombre des bourgeois de Varsovie, de Posen, de Wilna... Tandis que le tiers-état sortait de son abaissement, l'aurore de jours meilleurs se levait pour les paysans ; le titre 13 de la constitution adoucissait leur sort présent, et préparait leur affranchissement total pour l'avenir. Enfin, le bénéfice de la tolérance religieuse, le *libre exercice de toutes les religions et de tous les cultes* était formellement consacré. C'était là une révolution tout entière, mais une de ces révolutions paisibles et bienfaisantes, qui calment les ressentimens et désarment les factions. Cette loi tutélaire a été emportée par la tempête avec les autres institutions de la Pologne ; mais, si elle n'a duré qu'un jour, et n'a pu donner que des espérances, ce n'est pas qu'il ait manqué pour la défendre de volontés fermes et de



cœurs dévoués. On sait les causes de sa ruine ; la trahison du roi et de quelques indignes citoyens, les intrigues et les armes de la Russie et de la Prusse, secondées par l'indifférence de l'Europe, ont prévalu contre de généreux efforts, brisé d'héroïques résistances, et dispersé par tout le monde les débris de la nation polonaise. Quoi qu'il en soit, les principes du 3 mai 1791 ont germé dans toutes les âmes, et l'union de la noblesse avec les classes inférieures, cimenté par tant de sang versé en commun pour l'indépendance du pays, est maintenant conclue à toujours. L'égalité politique, étendue aux paysans par le statut constitutionnel de 1807, et la Charte de 1815, est la loi de la Pologne : ce peuple possède l'égalité, la liberté civile et religieuse, un gouvernement représentatif, tout en un mot, sauf la garantie de tout cela, un chef national et l'indépendance.

Si de son état moral nous passons à ses ressources matérielles, il résulte de documens authentiques, vérifiés en 1823, que le territoire de la Pologne, tel qu'il s'étendait avant le premier démembrement, compte à présent, sur une surface de plus de 30,000 lieues carrées, une population de 21,683,869 habi-

tans, dont 298,000 soldats sous les armes. Le revenu public est assez florissant : les lumières tendent à se répandre généralement ; l'esprit national est d'une énergie et d'une persévérance admirable.

L'esprit national ! c'est le vrai titre de gloire de la Pologne et le gage de sa régénération. Si le mot de patriotisme n'existait pas, il faudrait l'inventer pour les Polonais. Vaincu, dispersé, soumis à un despotisme mesquin et capricieux, ce peuple est plus fier de son nom et de sa glorieuse infortune, que d'autres ne le sont de leur indépendance. Qui de nous n'a rencontré à Londres, à Paris, à Florence, quelques-uns de ces Polonais exilés volontaires, ou pauvres échappés des prisons russes : comme ils frémissent au seul nom de leur pays : comme ils font de ces injures leurs injures propres : comme ils s'associent à ses douleurs, se réjouissent de ses courtes joies, souffrent de ses misères ? Un peuple si plein de vie et de ténacité dans la disgrâce est-il voué à un perpétuel esclavage, est-il tombé pour ne se relever jamais ; dispersé, sans espoir de réunir un jour ses lambeaux ? Loin de nous cette pensée désolante : elle nous ferait douter de la justice éternelle : car les nations n'ont point d'autre vie que

celle de cette terre , et c'est là que s'accomplit toute leur destinée. Rien n'annonce aujourd'hui le rétablissement prochain de la Pologne , il est vrai ; mais , au mois de janvier 1791, qui eût prédit que, trois ans plus tard, l'Europe serait en feu, les trônes et les vieilles dynasties renversées ou ébranlées sur leur base , et le monde prêt à revêtir une face nouvelle.

DES CAUSES

DE

LA DÉCADENCE DE LA POLOGNE ;

EXAMEN DE L'OUVRAGE DE M. DE SALVANDY (1).

. *Ut nec facta audita forent Pelopidarum.*

COWLEY.

« Ce n'est pas simplement la vie d'un grand homme mais celle de tout un peuple que j'ai essayé de reproduire », dit M. de Salvandy dans sa préface, et nous prenons acte de ces paroles, parce qu'elles nous autorisent à le juger autant comme annaliste de la Pologne que comme biographe de Sobieski.

Concilier ainsi deux branches distinctes de l'art historique, trouver place pour un peuple entier dans un cadre où l'on ne voulait d'abord faire mouvoir qu'un seul homme, c'était une œuvre laborieuse et une tentative hardie. Il est difficile, en effet, que dans une biographie quelconque une nation puisse se réfléchir avec ses lois, ses mœurs, sa physionomie historique : et la difficulté s'accroît encore, lorsqu'il s'agit d'annales aussi généralement ignorées que celles de la Pologne. L'organisation intime de ce pays, ses antiquités, le détail de ses institutions ne nous sont pas tellement familiers, qu'il suffise d'un mot pour les rappeler à l'esprit, et pourtant, dans une

(1) HISTOIRE DE POLOGNE, avant et après le roi Jean Sobieski, par N. A. DE SALVANDY. Paris, 1829; Sautelet, rue de Richelieu, n° 14, et Al. Mesnier, place de la Bourse. 3 vol. in-8° de 500 pages chacun; prix, 21 fr.



biographie, il faut souvent s'adresser à la mémoire de ses lecteurs, sans quoi le héros du livre risquerait d'être oublié parmi des considérations politiques et des recherches étrangères à sa personne. Nous ajouterons qu'il est dans la nature même de cette espèce de composition d'être, jusqu'à un certain point, incomplète et partielle, et M. de Salvandy ne nous semble pas rester toujours à l'abri de ce défaut. Lorsque, dans la vie de tout un peuple, on a pris un seul homme pour sujet d'études et de méditations, on se sent vite épris d'une tendresse exclusive pour ce personnage : on le caresse, on l'idéalise dans sa pensée : ses défauts, on les appelle faiblesses, et s'il est inhabile ou téméraire, c'est l'élan d'un noble cœur, l'entraînement naturel d'une politique chevaleresque. On va jusqu'à lui faire une large part de gloire, là où il ne fut qu'au second rang, et son nom est un perpétuel refrain qui revient après chaque scène comme les chœurs du théâtre antique. Ainsi, dès les premiers chapitres, M. de Salvandy, suivant Sobieski pas à pas, l'amène de gré ou de force sur le premier plan, et lui défère sans cesse la palme du courage dans les batailles, et de la prudence dans les diètes ; ses adversaires et ses rivaux ne figurent dans ce brillant panégyrique d'une glorieuse vie que pour la relever, la rehausser par le contraste : et les plus illustres citoyens de la Pologne n'y obtiennent une courte mention qu'autant qu'ils ont été les amis ou les lieutenans du vainqueur de Vienne, et que leurs lauriers peuvent se confondre avec les siens.

Nous ne croyons donc pas que l'historien ait complètement tenu les promesses de sa préface. On rencontre d'assez graves inexactitudes dans son travail, et surtout dans le premier volume, relatif aux événemens qui ont précédé le règne de Sobieski. Cette narration, indispensable à l'intelligence des faits ultérieurs, semble confuse et décousue : le secret de la constitution polonaise, cette funeste impuissance à former un

tiers-état, n'est pas suffisamment mis en lumière : on sent que l'auteur est sans cesse placé entre la crainte d'omettre d'importans détails, et celle de négliger son héros et de détourner ailleurs l'intérêt qui doit s'attacher exclusivement à ses faits d'armes.

C'était cependant une grande et belle entreprise que d'enseigner à l'Europe l'histoire d'un peuple dont elle ne connaît que les malheurs ; dont la naissance, la vie et la mort sont autant de problèmes jusqu'à présent insolubles, malgré mille explications diverses qui ne précisent rien et sont désavouées par la Pologne. Qui a doté cette tribu slave d'une constitution si personnelle et si originale ? qui l'a jetée et maintenue au milieu du moyen âge avec toutes les formes d'une république grecque, avec son peuple de nobles, ses assemblées bruyantes et sa tolérance religieuse ? Qui l'a fait tomber dans l'esclavage, au moment où nos pères s'élevaient à la liberté ? est-ce l'absence de telle ou telle institution spéciale que chacun peut déterminer à son gré ; ou n'est-ce pas plutôt que, née sous une autre étoile que l'Europe centrale, elle devait nécessairement avoir une autre éducation, un développement différent, une autre mort ? questions immenses, à peine effleurées jusqu'à ce jour, et qui contiennent pourtant toute l'histoire de la Pologne.

M. Salvandy a senti parfaitement que pour expliquer cette destinée si exceptionnelle, il ne suffisait pas de dire que l'élection des rois, le *liberum veto* attribué à chaque noble, les comices armés de l'ordre équestre, étaient de mauvaises institutions ; qu'il fallait étudier à fond ces institutions, les suivre dans leur origine et leurs applications diverses, et se demander ensuite si elles n'étaient pas inhérentes à l'esprit même et à l'existence de la nation polonaise. Malheureusement son examen paraît n'avoir pas été suffisamment éclairé de la con-

naissance des monumens originaux , et il l'a conduit à des résultats que nous ne pouvons admettre.

D'après M. Salvandy, si la Pologne a succombé, c'est qu'elle n'a point subi la loi commune de l'Europe, le despotisme et la féodalité. *C'est qu'elle a donné le spectacle d'une nation sans peuple, de cités sans bourgeoisie, sans commerce, le spectacle enfin d'une république où les contrepoids étaient partout, et le pouvoir nulle part. C'est qu'elle a traversé les siècles, sans perdre une seule des pratiques de sa vie sauvage.* Sans doute elle sera demeurée dans l'Europe moderne comme un camp de barbares jeté par le hasard entre des villes florissantes et policées. De là ses orages et sa chute. Ces deux assertions sont, à vrai dire, tout le fondement de l'ouvrage : savoir, l'absence de la féodalité et l'éternelle continuation de la barbarie primitive.

Il sera facile de démontrer, par le seul récit des faits, que *la Pologne ne s'est pas conservée jusqu'à nos jours, telle que la fit sa vie sauvage*; et quant à cette autre assertion, qu'elle ne pouvait attendre son salut que du despotisme et de la féodalité, nous la tenons pour hasardée et peu philosophique. Cette idée séduit, au premier abord, par quelque chose de neuf et d'original qui plaît à l'esprit; mais dégagée des formes brillantes sous lesquelles elle apparaît dans le livre de M. de Salvandy, elle n'a pas de fondement solide et se réduit à cette proposition un peu triviale : si la Pologne avait été formée d'autres élémens que les siens, si elle avait été, par exemple, la France ou l'Angleterre, elle serait restée nation. En effet, le gouvernement féodal, tel que nous l'avons vu dans l'Europe septentrionale, n'est point un type nécessaire et inévitable que doive reproduire toute société au berceau. C'est le résultat du fait de l'invasion germanique, accomplie sous l'empire de certaines circonstances qui se sont rencontrées au centre de l'Europe et pas ailleurs, et ont concouru à marquer notre

civilisation d'un caractère particulier. La féodalité, laissée à elle-même, n'eut pas fait jaillir de terre notre organisation sociale, et serait demeurée probablement impuissante, sans la tradition des libertés municipales, religieusement conservée dans quelques villes, sans le respect national des Germains pour l'indépendance individuelle de l'homme, sans l'influence parallèle de l'Église, élémens variés dont l'assemblage put seul enfanter à la longue notre glorieuse civilisation. C'est une grave erreur que d'attribuer exclusivement la chute de la Pologne à l'absence du despotisme et de la féodalité : c'est supposer que ces deux causes ont produit à elles seules le monde moderne, et qu'appliquées aux tribus slavonnes, elles auraient nécessairement donné le même résultat. Il n'en est rien, et nous ne pensons pas que la féodalité ou le despotisme eussent jamais improvisé sur les bords de la Vistule une bourgeoisie indépendante, une Église distincte de la noblesse, des institutions municipales, toutes ces choses, en un mot, qui firent le salut de notre France. Que si l'on voit le moyen âge entier dans la hiérarchie féodale, si l'on comprend sous ce mot toute cette rude et sanglante éducation des tems modernes, pourquoi plaindre ou accuser la Pologne d'avoir été jetée dans un autre moule? Fallait-il donc que les Slaves fussent en tout point semblable aux Germains, et Cracovie bâtie sur le modèle de Paris ou de Londres? Il nous semble que chaque nation a sa place dans l'ordre du monde, sa marche à suivre et son rôle à tenir. Elle brille et s'éclipse d'après des lois qui lui sont propres : elle a sa vie et sa gloire. Rome est guerrière, Carthage est commerçante; qui se plaindra que l'une n'ait pas été la contrefaçon de l'autre?

Maintenant, est-il vrai, comme l'assure M. de Salvandy, que la Pologne ait traversé les siècles sans perdre une seule des pratiques de sa vie sauvage; que cette civilisation, libre

de la protection pesante du despotisme et de la féodalité, soit restée stérile, sans grandeur comme sans éclat; que la *Pospolité* (1), indocile démocratie de nobles, ait maintenu depuis le XI^e siècle l'anarchie en permanence. Ici les faits viennent de toutes parts détruire cette allégation et réhabiliter la Pologne aux yeux de l'Europe. Esclave aujourd'hui et rayée du nombre des nations, la Pologne n'a pas d'autre titre à présenter au monde que ses souvenirs : laissons-lui du moins ses souvenirs, nous qui ne saurions faire davantage pour elle, et si l'avenir ne lui offre que sujets de craintes et de regrets, qu'elle trouve quelques consolations, en se rappelant ses jours meilleurs.

Le premier livre de M. de Salvandy, qui sera spécialement l'objet de nos critiques, paraît emprunté pour la plus grande partie à un annaliste du XVI^e siècle, *Martin Kromer*. Dans cet ouvrage, écrit à une époque où, comme on le sait, la critique historique n'existait pas, on trouve de graves inexactitudes dont M. de Salvandy ne s'est pas assez méfié; de sorte que, faute d'une étude complète des autres monumens nationaux, il a été conduit, non pas à composer son système d'après l'histoire de Pologne, mais l'histoire de Pologne d'après son système. Il l'a fait avec cette verve d'imagination et cet éclatant coloris que nous lui connaissons tous : mais, quoi qu'il en soit, il s'est fréquemment trompé, et les erreurs du talent sont de trop haute importance pour ne pas mériter un sévère examen. Notre réfutation s'appuiera toujours sur des écrivains et des documens originaux, ignorés en France, et dont nous devons la connaissance à un jeune littérateur polonais, M. *Michel Podczaszynski*, qui a bien voulu nous communi-

(1) *Pospolité ruszenië*, levée en masse des nobles, arrière-ban.

quer les matériaux de l'histoire nationale qu'il se propose de donner incessamment au public.

La Pologne n'a point d'existence, comme nation, antérieurement à la fin du X^e siècle. Une faible tribu slave, dont Gnèsne est la capitale, et qui porte le nom de royaume de Léchie, occupait, depuis le tems de Charlemagne, un coin du territoire où s'étendit plus tard la domination des Jagellons; de là sortit la Pologne, mais seulement au commencement du XI^e siècle, quelques années après l'introduction du christianisme, lorsque Boleslas-le-Grand, roi de Léchie, et membre de l'empire germanique, fut proclamé, par l'empereur Othon III, roi chrétien des Polans ou Polonais (habitans des plaines), protecteur de tous les Slaves, et reçut de ce prince le droit bizarre de convertir et de subjuguier tous les païens. Boleslas chassa les Bohémiens de la Chrobatie, vaste pays qui s'étendait jusqu'au Danube, et qui prit le nom de *Petite-Pologne*, en même tems que la Léchie et les cantons circonvoisins prenaient celui de *Grande-Pologne*. Il transporta de Gnèsne à Cracovie, capitale de la Chrobatie, le siège de son nouvel empire, et ainsi fut fondée cette monarchie qu'ont vu périr nos pères.

Les relations de l'Allemagne avec les tribus slaves avaient introduit parmi elles quelques germes de féodalité. Une femme voulut substituer ce gouvernement aux formes démocratiques de ses nouveaux sujets. C'était Rixa, femme du successeur de Boleslas, et fille d'un comte Palatin du Rhin. De là insurrection populaire en 1054, suite de Rixa et de son fils Casimir, massacre des prêtres et des seigneurs, et retour au paganisme, que le peuple regardait comme intimement uni à la cause de sa liberté primitive. Cette anarchie fut de courte durée, et le christianisme relevé par le roi Casimir. Cette religion portait alors malheur à la Pologne. L'évêque de Cra-

covie, Stanislas, ayant conspiré avec le duc de Bohême contre l'indépendance de son pays, fut tué par Boleslas II. Grégoire VII régnait au Vatican : jaloux de venger les franchises de l'Église, et non comme le dit M. de Salvandy, *de secourir avec ses foudres la liberté polonoise en péril*, ce pontife mit le royaume en interdit, et condamna les successeurs de Boleslas à ne porter à l'avenir que le titre de ducs de Pologne. C'était un échec pour l'affermissement et la dignité de la couronne. La faiblesse de Vladislas I et l'erreur de Boleslas III, son successeur, rendirent ce coup décisif. Ce dernier, en mourant (1139), partagea ses États entre ses quatre fils : ces petits souverains, indépendans les uns des autres, bien que le duc de Cracovie possédât une suprématie nominale, se piquèrent d'imiter leur père ; et la Pologne fut subdivisée à l'infini, le despotisme aboli pour toujours, et le gouvernement aristocratique des seigneurs substitué au gouvernement absolu des rois : c'est la première crise politique de la Pologne.

Ce petit nombre de faits nous fournit une observation importante. Au milieu de telles révolutions, quel rôle a donc joué cette noblesse si violente et si tumultueuse, que M. de Salvandy aperçoit déjà au XI^e siècle, chassant les reines et foulant aux pieds les rois, et qui, dès cette époque, *s'effrayant de toute supériorité comme d'un outrage, de tout pouvoir comme d'une usurpation, de tout travail comme d'une déchéance, se constituait en hostilité avec tous les principes sur lesquels reposent les sociétés humaines*. Où est l'influence de cette *pospolité* violente et oppressive qui, depuis la fondation de la monarchie, élevée, comme par enchantement, au-dessus du trône, n'a travaillé qu'à le renverser ? La réponse est facile. Cette noblesse qui, par suite de circonstances particulières dont nous retracerons les progrès d'une manière précise, finit par comprendre presque toute la nation polonoise, et s'emporta plus

tard, sous les Wasa et leurs successeurs, en mille caprices d'indépendance irrésolue ; cette noblesse, créée par le tems, soutenue et poussée au faite du pouvoir par les accidens de la fortune, n'existait pas encore, au XI^e siècle, comme puissance politique. Son influence ne date que de l'année 1496 : fait grave, qui dérange le système de M. de Salvandy, et dont nous poursuivrons le développement au milieu des diverses vicissitudes de l'histoire de Pologne.

Nous avons laissé ce pays en proie à la domination précaire d'un nombre infini de ducs souverains. Au XIII^e siècle, la scène change. Voilà que ces hordes tartares qui, depuis Gengis-Khan, étaient en possession de bouleverser le monde, fatiguées de la Russie, où elles n'avaient pas laissé pierre sur pierre, s'abattaient sur la Pologne, brûlant les villes et réduisant les habitans en esclavage. Elles ne firent que passer : mais ce passage avait suffi pour disperser tous les élémens d'une civilisation naissante. Telle était la misère du pays, que les petits princes furent obligés d'appeler des colonies du fond de l'Allemagne, pour repeupler leurs cités désertes. Ces colons ne changèrent de patrie qu'à condition de n'être jamais polonais que de nom, et de conserver, sur les bords de la Vistule, les usages et les institutions de l'Allemagne. Nous verrons plus tard cette convention porter ces fruits. Quoiqu'il en soit, un de ces hasards qui sauvent les empires vint alors relever la Pologne. Quatre ducs qui régnaient sur les démembrements de la monarchie, moururent à la fois et dans la même année (1295) : leurs États passèrent, par droit de succession, au duc de Cracovie, Vladislas-Lokiétek, qui reprit le titre de roi. C'était à la fois un grand guerrier et un habile législateur ; il vainquit les Bohémiens et les chevaliers teutoniques, et abolit les privilèges dont quelques familles puissantes s'étaient dotées elles-

mêmes pendant l'anarchie (1). Son fils, Casimir-le-Grand, constitua la Pologne sur des bases qui devaient alors paraître stables. Dans une assemblée générale, tenue en 1347, il publia un code de lois applicables à toutes les classes de citoyens, et où le nom même d'*esclave* ne se trouve pas mentionné : la noblesse n'était donc encore qu'une dignité, et point un privilège. Malheureusement, Casimir n'avait point d'enfants, et le principe de l'hérédité de sa couronne allait recevoir une première atteinte. Cependant, il est inexact de dire que l'assemblée des seigneurs ait, d'elle-même, appelé au trône le roi de Hongrie, Louis d'Anjou. C'est Casimir qui présenta ce prince aux suffrages de ses sujets, et telle était encore la force du principe de l'hérédité, qu'il fut immédiatement convenu que Jean, duc d'Esclavonie, et sa postérité succéderaient au prince hongrois, s'il mourait à son tour sans enfans. Tout concourut à rendre illusoire les sages précautions du grand Casimir. Louis de Hongrie n'eut que des filles; Jean d'Esclavonie périt sans laisser de postérité, et les destinées de la Pologne se trouvèrent de nouveau remises aux chances d'une élection. Louis, à force de brigues et de promesses, la détermina en faveur de sa fille Edwige. Il avait été jusqu'à exempter la nation entière, sans distinction de rangs, de tout autre impôt qu'une légère taxe territoriale. A ces conditions, Edwige dut lui succéder : la nation se réserva seulement le droit de lui choisir un époux.

Edwige sacrifia son bonheur à celui de la Pologne. Elle aimait son cousin, le jeune duc Guillaume d'Autriche : elle

(1) Cette époque était mal connue jusqu'à nous ; c'est aux ouvrages de M. le professeur JOACHIM LELKOWEL que nous devons la lumière répandue aujourd'hui sur l'histoire de ces tems reculés.

l'oublia pour donner sa main au Grand-Duc de Russie et de Lithuanie, Jagellon, barbare disgracié de la nature, idolâtre et meurtrier de son oncle Kieystut : union pénible sans doute, mais qui doublait les forces de la Pologne, et assurait en même tems au christianisme une conquête de plus.

Edwige, princesse de la race de saint Louis, belle, intrépide et bienfaisante, est un de ces noms, si rares dans l'histoire, que l'on répète avec amour, et que les écrivains nationaux se plaisent à entourer de tous les prestiges de la gloire et de la vertu. Dans quelques annalistes polonais, c'est une création poétique et presque d'imagination que cette figure de femme si douce et si touchante, parée de tous les charmes de son sexe, et douée pourtant d'un courage d'homme. A l'âge de vingt ans, elle monte à cheval et court, le casque en tête, comme notre Jeanne d'Arc, reconquérir la Gallicie, envahie par l'armée hongroise. Épouse de Jagellon, elle adoucit ce naturel sauvage, le convertit à la foi chrétienne par l'exemple de ses vertus, et tel est le magique ascendant de sa bonté, que Jagellon, cédant à ce gracieux apôtre, abjure à la fois sa férocité native et son idolâtrie. Les Lithuaniens, dit M. Salvandy, furent convertis par la crainte et baptisés l'épée à la main. Mais lisez Dlugosz et les chroniqueurs du xv^e siècle, vous y verrez comme Edwige s'en allait à travers la Lithuanie, donnant à ces barbares, vêtus de peaux, du linge et des vêtemens, et comme elle leur faisait chérir sa croyance à force de douceur et de bienfaits. Ainsi se formait le lien qui devait plus tard les enchaîner étroitement aux destinées de la Pologne, et unir ces deux nations dans une confraternité de gloire et de malheur.

L'accession de la Lithuanie à la monarchie des Piasts est en effet le grand événement de l'histoire de Pologne, la source de sa grandeur passagère en même tems qu'une des causes

actives de sa décadence prochaine. La principauté de Jagellon n'était pas la Lithuanie actuelle : c'était Wilna, plus, Kiow, Smolensk, Nowogorod, et la moitié du royaume de Pierre-le-Grand ; car alors, la Russie n'existait plus comme nation indépendante. Le grand-duché de Suzdale avait disparu sous les pas des Tartares (1528) : c'était cette principauté despotique qu'André Bogolubski avait fondée au *xii^e* siècle sur les bords de la Moskowa (1157), et qu'il avait peuplée de colons de Nowogorod et de hordes asiatiques. Là devait s'élever plus tard le trône des Iwans. Quant à la véritable Russie, la Russie slave, celle des Ruriks et de Wladimir-le-Grand, elle avait passé tout entière avec Kiow sous les lois des Jagellons. Ainsi, par son union avec la Lithuanie, la Pologne acquérait l'appui d'une grande nation et devenait le plus puissant État du nord. Malheureusement cette alliance lui coûtait cher : elle contribuait à introduire dans sa constitution un principe qui la travaillait sourdement depuis un siècle et devait amener de grands maux : nous voulons parler de la prééminence absolue de la noblesse. De l'époque de l'union, et seulement de cette époque, date le pouvoir et, pour ainsi dire, la royauté de l'aristocratie en masse ; alors elle posa la couronne sur sa tête, et, remplaçant les autres ordres, fit de ses volontés l'unique loi de l'État. L'une des erreurs capitales de M. Salvandy, c'est d'avoir confondu les deux époques, d'avoir fait la *Pospolite* contemporaine des Boleslas ; c'est enfin d'avoir représenté, comme le caractère essentiel et nécessaire de la nation polonaise, un fait fâcheux sans doute, mais amené à la longue par un concours de circonstances fortuites que certes aucun des Piasts n'avait pu prévoir. Nous essaierons d'expliquer le mouvement progressif qui finit par transporter toutes les branches du pouvoir exécutif, législatif et même judiciaire dans les diètes de l'ordre équestre.

Nous répétons que, sous les Boleslas, les privilèges de la noblesse n'existaient pas. Le gouvernement était despotique ; chaque citoyen soumis aux mêmes lois, aux mêmes vexations, aux mêmes tributs. Les plus braves guerriers portaient, il est vrai, le titre latin de *nobiles* ; mais cette qualification, qui ne donnait pas de droits politiques, était le prix d'une action d'éclat, tellement qu'on voyait alors des escadrons entiers ennoblis après une bataille. Le roi était considéré comme autocrate et propriétaire du territoire, *de droit héréditaire*, parce qu'ayant succédé aux républiques ou communautés slaves, chez lesquelles le sol appartenait à l'État et non aux particuliers, il avait nécessairement hérité de ce droit. Boleslas I^{er}, à l'exemple des princes allemands, donnait habituellement des terres en fiefs à ceux qu'il créait nobles. Mais ces fiefs étaient reversibles à la couronne, après la mort de leur possesseur. Cependant, pendant l'anarchie des ducs souverains, qui précéda l'invasion des Tartares, quelques nobles obtinrent de la faiblesse des princes l'hérédité de leurs fiefs, et, par une singulière conséquence, l'exemption de tout impôt et de toute obligation envers l'État, cet ordre de choses dut cesser avec le retour des lois. Wladislas-Lokiétek, et son fils Casimir-le-Grand respectèrent, il est vrai, la longue possession des seigneurs qui avaient obtenu l'hérédité de leurs fiefs ; mais ils les soumirent de nouveau aux charges publiques et rétablirent l'égalité des lois. La plus grande partie de la noblesse polonaise resta toujours feudataire de la couronne, et le roi fut à peu près seul propriétaire du sol, à titre héréditaire (1).

(1) Un monument de cette organisation s'est conservé jusqu'au *xviii^e* siècle : les *starosties*, qui devinrent alors le prix de basses complaisances et des plus viles intrigues, étaient de véritables fiefs à la disposition du

On sait par quelle série d'événemens malheureux le trône de Pologne devint électif. Casimir-le-Grand, Louis de Hongrie, Jean d'Esclavonie, Edwige elle-même moururent sans enfans. Wladislas, que l'élection donna pour successeur à son père Jagellon, était issu d'une troisième femme, Elisabeth Granowska; c'était un Lithuanien, un étranger, héritier indirect du sceptre des Piasts, couronné par la grâce de la nation. Un instinct naturel de patriotisme porta ce peuple, qui adoptait une famille nouvelle et presque barbare, à ressaisir pour lui-même l'autorité absolue dont avaient joui ses anciens rois, à l'exercer par ses diètes, et à se reconnaître comme propriétaire unique de son territoire, à titre héréditaire. Mais, au xv^e siècle, les diètes, c'était la noblesse : car, les paysans n'y venaient pas, obscurs et pauvres qu'ils étaient, et la bourgeoisie, bien que légalement admise dans les assemblées, n'y possédait pas d'influence. L'ordre équestre, dont les membres étaient presque tous simples feudataires, profita donc seul de cette révolution, et devint possesseur héréditaire de ses domaines. De là une terrible conséquence; les paysans furent attachés par leurs nouveaux propriétaires à la terre qu'ils cultivaient, et peu à peu enchainés à la glèbe : le monopole de la liberté se concentrait ainsi définitivement dans les mains de la noblesse.

C'est dans cet état que la fin du xv^e siècle saisit la Pologne. On travaillait alors avec ardeur à l'union définitive de ce royaume avec la Lithuanie, et cette œuvre était longue et pénible à accomplir. La Pologne réclamait Kiow, qu'elle voulait placer sous sa dépendance immédiate, comme ancienne con-

soi, et rentraient dans son domaine, à la mort de chaque *staroste*. Ces liefs ne pouvaient d'ailleurs y demeurer, et la constitution voulait qu'ils passassent immédiatement en d'autres mains.

quête de Boleslas. La Lithuanie s'obstinait à garder cette ville, arrachée aux Tartares par l'épée des prédécesseurs de Jagellon. D'ailleurs, l'aristocratie lithuanienne se refusait à descendre au niveau de la noblesse polonaise, et à confondre ses privilèges avec les siens. La Lithuanie, sous son grand duc Gedymin, avait emprunté aux chevaliers porte-glaives de la Livonie, notre féodalité du moyen âge. La noblesse y était peu nombreuse, et par conséquent riche et puissante : en Pologne, au contraire, dans chaque palatinat, on comptait les nobles par milliers : tous, depuis l'opulent sénateur jusqu'au pauvre gentilhomme qui cultivait lui-même son champ, étaient égaux en droits, admissibles aux mêmes honneurs; ils étaient, de plus, soumis à la même législation que les paysans. Ces derniers furent immolés à l'union si désirée de la Lithuanie avec la Pologne; placés sous l'empire de dispositions exceptionnelles, et formellement déclarés incapables, en 1496, de posséder aucune charge publique. C'est ainsi qu'on jugea nécessaire d'isoler la noblesse polonaise du reste de la nation, pour la rapprocher de l'aristocratie lithuanienne et prussienne. Car la Prusse, réunie à la Pologne, au milieu du xv^e siècle, avait aussi reçu la féodalité des mains de l'ordre teutonique. Si l'on se demande comment cette spoliation s'accomplit sans qu'aucune plainte, aucune protestation pacifique ou armée se soit élevée de la part des paysans, on en trouvera l'explication dans l'absence presque totale d'un tiers-état, en Pologne, et son éloignement forcé des diètes. Au xv^e siècle, les paysans n'avaient pas un assez vif sentiment de leurs droits, pour les priser plus haut que leur tranquillité et leur vie. Leurs défenseurs naturels, c'étaient les bourgeois des villes, sans lesquels ils ne pouvaient rien. Mais cette classe intermédiaire était peu considérée en Pologne, et cela tenait à deux causes. D'abord, toute la force de la nation, les hommes de guerre, quiconque pos-

sédait un sabre, quelques arpens de terre et un cheval, préférant aux occupations douces et paisibles des cités les fatigues de la chasse et les rudes exercices de la campagne, ne venaient guère dans les villes, et n'y résidaient point : ensuite, les villes elles-mêmes étaient, par le fait de leur origine, hors de la loi polonaise : bâties et repeuplées, au tems des ducs souverains, par des colonies d'Allemands, de Juifs, ou même d'Arméniens, soumises en général à la législation des communes allemandes, elles paraissaient, à la noblesse polonaise, étrangères aux intérêts comme aux institutions de la mère-patrie, et n'avaient pas de représentation fixe dans les diètes. Ainsi, la Pologne était pour jamais frappée d'impuissance à produire un tiers-état : ainsi, les classes inférieures étaient livrées à la merci de la noblesse, et, n'ayant pas d'organes légaux, devaient toujours être condamnées sans être entendues. D'ailleurs, le besoin de cette nation intermédiaire, qui fait la puissance de l'Europe centrale, n'était guère senti dans la monarchie des Jagellons. L'ordre équestre, dont tous les membres jouissaient entre eux d'une égalité parfaite, l'ordre équestre, qui, dans le seul duché de Masovie, comptait quarante-cinq mille familles, semblait tenir lieu d'aristocratie et de bourgeoisie tout à la fois ; ou plutôt, il embrassait la véritable nation entière, la nation politique et guerrière, celle qui connaissait les intérêts du pays et se consacrait à les défendre. Cette usurpation resta donc à peu près indifférente aux autres habitans de la Grande et de la Petite-Pologne, dont elle ne changeait pas les habitudes et ne modifiait guère le sort. Quant aux paysans de la Lithuanie, de la Prusse, et des autres provinces récemment unies à la Pologne, façonnés depuis long-tems à la servitude, et rompus à la honte du joug, peu leur importait qui le fit peser sur leur tête, roi ou grand duc, diète ou boyards, pourvu qu'il n'en fût pas plus pesant.

Ainsi s'explique la spoliation consommée sans résistance au profit de la noblesse : nous disons qu'elle s'explique, et non qu'elle s'excuse. Car, la liberté est chose trop précieuse et trop sacrée, pour que nous accordions à personne le droit de s'en arroger le monopole. Bien que la Pologne fût jeune encore et novice dans son éducation constitutionnelle, le bienfait de la liberté, appliqué graduellement à la bourgeoisie et aux cultivateurs, aurait éclairé, amélioré ces classes d'hommes, et fortifié leurs cœurs de ce saint amour de la patrie qui rendait si respectable, même dans ses écarts, la noblesse polonaise. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que la liberté soit une institutrice indulgente qui puisse énerver, corrompre, et tuer les peuples dans leur premier âge ; et l'ordre équestre rendit sans doute un triste service à son pays, en se considérant comme seul digne de la liberté. Une fois investi sans partage du privilège de représenter la nation dans les diètes et de dicter des lois au souverain, il suivit la tendance inévitable de chaque pouvoir humain à croître sans cesse et à renverser impitoyablement tout ce qui embarrasse sa marche. Alors, vinrent les scandales des élections décidées à coups de sabre : alors, les confédérations armées de l'ordre entier ou de chaque province entre la diète ou le roi ; alors, le *liberum veto*, attribué à chaque citoyen : institutions qui, bonnes ou mauvaises en soi, tournèrent toutes au détriment du pays, parce qu'elles étaient exclusives, sans contre-poids et sans limites. Mais ces conséquences d'un mauvais principe ne se développèrent pas dans un jour, et la première confédération armée ne date que du milieu du xvi^e siècle. On voit donc que l'aristocratie démocratique de la Pologne fut un produit du tems, et non pas un fait contemporain de l'origine de la nation, et inhérent à son existence même : le pouvoir absolu de la noblesse n'a pas été une continuation de la vie nomade, une malédiction de Dieu, pour ainsi dire, lancée sur

la Pologne, au jour de sa naissance. Sans doute, ce fut plus tard une des causes de sa décadence ; mais non pas la seule. Si le trône des Jagellons est tombé, si ses débris gissent encore dispersés, misérable jouet des puissances voisines, la faute n'en est pas aux seules erreurs de la noblesse : l'histoire en accuse le fléau de l'intolérance religieuse, qui s'introduisit dans le royaume avec les Wasa, et la maligne influence de la maison d'Autriche, dont la Pologne et Sobieski lui-même, ne surent pas assez se garantir. Ces deux causes de ruine, qui n'ont pas suffisamment frappé M. Salvandy, et que nous verrons bientôt agir sous nos yeux, s'allièrent avec l'anarchie, fruit du règne de la noblesse, pour miner sourdement la constitution polonaise, et finirent par jeter bas le plus vieil empire du Nord.

Mais, à l'époque où nous sommes arrivés (commencement du xvi^e siècle), la Pologne ne prévoyait pas encore quelles rudes épreuves lui réservait l'avenir. Il est un instant, dans la vie des peuples comme dans celle des individus, où ils ont cessé de croître, sans pour cela décroître encore, où ils ont atteint le complet développement de leurs forces, et jouissent du présent qu'ils pensent éternel, bien qu'il leur échappe et s'éloigne d'eux chaque jour : cet instant était venu pour la Pologne, au commencement du xvi^e siècle. Son union avec la Lithuanie était sincère et conclue pour toujours. Un prince de la famille des Jagellons, Sigismond I^{er}, rendait son pays glorieux au dehors, libre et tranquille au dedans. C'est de lui, dont Paul Jove disait, au xvi^e siècle, « qu'il n'y avait de son tems que trois héros, Charles V, François I^{er} et Sigismond de Pologne, et que chacun de ces princes méritait seul de gouverner tout l'univers, s'ils n'eussent pas été contemporains. » Son fils, Sigismond-Auguste allait continuer son œuvre. Dans cette Pologne, que M. Salvandy nous représente comme toujours fidèle à son ancienne barbarie, à Wilna, à Posen, et

surtout à Cracovie, les sciences et la littérature produisaient d'utiles travaux et des monumens qui ne mourront pas. L'académie de Cracovie, fondée en 1347, par le grand Casimir, rivalisait d'éclat avec les écoles célèbres nées sous le beau ciel de l'Italie, et où se pressait la jeunesse savante de toute l'Europe. L'étude des littératures antiques était florissante : la langue polonaise, soigneusement cultivée, atteignait un degré de perfection qu'elle n'a point dépassé depuis (1). Kopernik trouvait à Cracovie le système du monde. Kochanowski, riche de lumières recueillies d'un bout du monde à l'autre, rappelait dans ses odes Pindare et les lyriques Grecs. L'éloquence politique, dont l'Europe avait depuis si long-tems perdu la mémoire, renaissait sur les bords de la Vistule, énergique et puissante, comme aux beaux jours des vieilles républiques. Enfin, plus de trois cents imprimeries, disséminées dans quatre-vingts villes, répandaient avec profusion les chefs-d'œuvre du génie antique et de ses modernes imitateurs. Certes, elle n'était plus une horde de sauvages, la nation qui créait une nouvelle Italie au milieu des forêts du Nord.

La Pologne, sous la domination des Jagellons, faisait plus que de conquérir la gloire littéraire, elle donnait au reste de l'Europe un exemple de tolérance religieuse dont celle-ci ne profitait guère. Trois cultes différens trouvaient place sur son territoire, et demeuraient libres et indulgens les uns pour les autres. Le catholicisme avait conservé son ancien empire dans la Petite-Pologne, la Masovie et la Gallicie : le rit grec dominait en Lithuanie ; les villes, en général, et surtout la Prusse et la Grande-Pologne embrassaient avec ardeur la réforme pro-

(1) Voyez le tableau synoptique de la littérature polonaise, par MM. JARRY DE MANCY, et Léonard CHODZKO, publié récemment dans l'Atlas des littératures anciennes et modernes.

testante. Rakow, l'Athènes sarmate, comptait mille étudiants dans ses écoles ariennes; du sein de la réforme s'élevaient trente sectes diverses (1); et cependant, un synode d'évêques abolissait à jamais l'inquisition, qui s'était un instant glissée sur cette terre d'indépendance et de libre examen. Ces nobles, si turbulens dans leurs diètes, si impatiens de toute résistance, sentaient pourtant que la foi religieuse est hors du domaine de la force publique, et que la conscience de l'homme est un sanctuaire impénétrable où Dieu seul est juge.

Ainsi grandissait la Pologne, à l'abri de l'autorité tutélaire de ses princes et de l'active surveillance de ses assemblées nationales. Un seul orage était venu interrompre le cours de si paisibles destinées. C'était sous le règne de Sigismond I^{er}. La maison d'Autriche, s'essayant à l'art d'agiter les royaumes voisins, avait distribué aux principaux membres de l'ordre équestre des diplômes de princes, de comtes et de barons du Saint-Empire. Soutenus par la reine Bona, italienne, de la maison des Sforzes, les nobles privilégiés tentèrent de constituer une aristocratie au milieu même de l'aristocratie polonaise. L'ordre équestre craignit pour ses droits: il s'émut tout entier, forma une confédération à laquelle accédèrent plus de 100,000 hommes, et arracha à la diète la défense expresse de faire usage à l'avenir des titres féodaux. Ce soulèvement n'eut pas de suites, et la Pologne, étrangère aux querelles religieuses qui changeaient alors l'Europe en un vaste champ de bataille, compta soixante-dix années de calme et de bonheur.

Malheureusement, Sigismond-Auguste fut le dernier de sa race: il fallut recourir encore à l'élection, et cette fois le sort se déclara contre la Pologne. Veuve de ses Jagellons, elle allait

(1) *Petro Duodo*, ambassadeur de Venise au xv^e siècle, comptait à Wilna soixante-douze cultes différens.

entrer dans cette carrière de troubles et de combats, où elle devait répandre le plus pur de son sang et épuiser ses forces.

La diète préparatoire venait de se rassembler, composée du sénat, où dominait le protestantisme, et des nonces territoriaux, partagés entre le catholicisme, la réforme et le rit grec. Une question religieuse y fut agitée pour la première fois: choisirait-on un prince catholique ou protestant? Grave et sérieux débat, dans un tems où l'Europe se rangeait tout entière, ici, sous la bannière de Rome, là, sous celle de la liberté. En effet, il ne s'agissait de rien moins que de l'avenir de la Pologne: se placerait-elle à la suite de l'Autriche, soutien de l'orthodoxie ébranlée; ou tiendrait-elle son rang, comme puissance indépendante, au milieu de la ligue des princes réformés. La majorité de la diète, et le grand maréchal de la couronne, Firley, inclinaient à choisir un roi protestant. Le légat du Saint-Siège, Commendoni, vit le danger et sut l'écarter par une fraude pécuse. Il fit secrètement répandre le bruit, parmi les principaux membres de la diète, que, si Firley insistait avec tant d'ardeur pour l'élection d'un roi protestant, c'est que, dans ses rêves d'ambition, il se destinait à lui-même la couronne. Cette manœuvre réussit: le grand maréchal devint l'objet de la défiance universelle: jaloux de s'y soustraire, il se réunit au parti catholique, et la cause de la réforme dut compter sur les trônes du nord un adversaire de plus. Les intrigues du cardinal Commendoni restèrent ignorées de la Pologne, et le secret n'en fut trahi que long-tems après par le secrétaire du légat, Gratiani, qui avoua, dans ses mémoires, la perfide habileté de son maître.

La question fondamentale de l'élection ainsi décidée en faveur d'un prince catholique, le choix de la diète s'arrêta sur un candidat français, Henri de Valois, ce méprisable roi qui de deux couronnes n'en sut pas défendre et conserver une

seule. Mais, au moment de remettre le sceptre aux mains d'un étranger, la Pologne voulut garantir à l'avance ses libertés politiques et religieuses contre toute tentative d'usurpation. Alors, pour la première fois, des *Pacta conventa* furent rédigés et soumis à l'acceptation du nouveau monarque, comme la condition nécessaire de son élévation; en même tems, on lui imposait la loi de tolérance de 1573, noble profession de liberté religieuse, et qui, au milieu de nos désordres, excitait l'enthousiasme et l'admiration de notre illustre de Thou. Elle obligeait le prince et les nobles à jurer sur leur foi et leur honneur qu'ils maintiendraient la paix générale, en ce qui regarde la conscience entre tous les citoyens des diverses religions et des diverses opinions. Henri prêta ce serment et n'eut pas le tems de le violer. On sait comment il récompensa la Pologne de l'avoir élu. On lui donna pour successeur un transylvanien, Etienne Bathory, vaillant guerrier, roi tolérant, que la mort prévint dans son projet de reviser la constitution : d'ailleurs, fervent catholique. Ainsi l'orthodoxie triomphait en Pologne et excluait les dissidens du trône. L'Autriche se saisit de ce principe et sut l'exploiter à son profit.

La décadence de la Pologne, et cette série de malheurs qui s'est terminée par une si lamentable catastrophe, date de l'avènement au trône de la dynastie des Wasa. Sigismond, prince suédois, neveu du grand Sigismond-Auguste, avait dû son élection aux liens de famille qui le rattachaient, quoique de loin, à la race tant regrettée des Jagellons. Élève de la société de Jésus, fanatique sans avoir même l'excuse de l'austérité ou du courage, soumis à l'influence de l'Autriche, qui lui donnait successivement en mariage deux archiduchesses pour prix de sa complaisance, habile orfèvre, grand alchimiste et mauvais roi, Sigismond précipita la Pologne dans un abîme de maux. Il faut lire, dans M. Salvandy,

comment il prodigua les ressources de ses sujets en de vaines hostilités contre la Suède, qu'il avait voulu arracher de force au protestantisme, et qui se vengea en choisissant un autre roi; comment la même fureur de prosélytisme lui fit perdre l'occasion d'unir la Moscovie à la Pologne, en plaçant son fils Wladislas sur le trône des tzars; comment il donna le duché de Prusse à l'électeur de Brandebourg, préparant ainsi un nouvel ennemi à la Pologne. Nous n'insisterons que sur deux circonstances de son règne, fertiles en désastreuses conséquences et qui n'ont pas suffisamment attiré les regards de M. Salvandy : nous voulons parler de la guerre contre les Turcs et des persécutions religieuses.

La Pologne, au xvii^e siècle, devient tout à coup, et par une sorte d'entraînement chevaleresque, l'avant-garde de la chrétienté contre les invasions ottomanes : c'était sans doute un beau dévouement, dont l'Europe l'a bien mal payée; c'était, en même tems, et pour son malheur, une grande erreur politique. Placée entre deux puissances qui croissaient chaque jour et menaçaient ses frontières, la Moscovie, patrimoine des Romanoffs, et l'Empire, ce royaume trouvait un allié naturel dans la Turquie, car l'ambition des sultans ne prétendait pas conquérir du côté du nord des forêts sauvages et des steppes sans fin, mais se frayer en Allemagne un chemin vers le midi. L'Autriche avait donc seule vraiment à craindre, et son coup de maître fut d'associer à sa cause la Pologne catholique, de la compromettre dans une lutte qui ne pouvait avoir aucun résultat pour elle, mais qui écartait de l'Allemagne les armées du Grand-Seigneur. Elle atteignit ce but en soudoyant quelques hordes de cosaques polonais, qui envahirent en pleine paix les frontières ottomanes; cette agression ne fut pas désavouée par Sigismond; la guerre éclata terrible et toujours renaissante : elle ne devait guère finir qu'avec la Pologne.

Tandis qu'une lutte inégale au dehors épuisait le royaume d'hommes et d'argent, la persécution et les guerres civiles qui en sont le fruit, le minaient au dedans et avançaient l'heure de sa ruine. C'était encore là un bienfait de l'Autriche et des Wasa ; mais, cette fois, ils avaient un nouvel allié, la société des Jésuites. Cet ordre, dont la mission et le but furent de maintenir l'unité catholique du moyen âge et le règne absolu de l'orthodoxie, s'était introduit en Pologne sous la protection du roi Etienne. Adversaire habile et ferme de la liberté politique et religieuse, fort du double appui de l'Autriche et du Saint-Siège, il grandit rapidement ; et, fidèle à sa tactique ordinaire, s'empara des écoles où venait la jeune noblesse, en même tems qu'il gouvernait la conscience du roi. S'il ne parvint pas à jeter un prince catholique sur le trône de Moscovie et à reconquérir la Suède à Sigismond, il réussit mieux dans son projet d'écraser toute dissidence religieuse. La Pologne s'étonna de voir, pour la première fois, le nom d'hérétiques prodigué à une partie de ses enfans, la *censure* appelée au secours de quelques dogmes en péril, les bûchers s'élevant sur ses places publiques. En Prusse et dans la Grande-Pologne les protestans furent persécutés, leurs temples détruits, leurs livres jetés aux flammes. En Lithuanie, on fit au rit grec une guerre implacable. En 1595, il existait dans toute la Pologne 3,256 églises grecques (1) : on n'en comptait plus que 1069, 26 ans plus tard. Mais aussi la Lithuanie était en feu ; les paysans, outragés dans leurs croyances, s'étaient unis aux cosaques, qu'on voulait aussi convertir, et tous ensemble, avec Bohdan-Chmielnicki pour chef, apprenaient à la Pologne dévastée ce que coûtent les discordes religieuses.

(1) Dans ce nombre ne sont point comprises les églises qui avaient antérieurement accédé à l'union de Florence, en 1459.

Sigismond ne vit pas ces désastres qu'il avait amenés par ses fautes : il mourut en 1632, après avoir heureusement échappé à une insurrection générale de la noblesse. Il avait frayé au tzar de Moscovie et au marquis de Brandebourg le chemin à la puissance, en obligeant ses sujets grecs ou réformés à recourir à ces princes. Son fils Wladislas ne fit que passer sur le trône. Jean Casimir y resta plus long-tems, et celui-là tua la Pologne.

Une fois entré dans la carrière des persécutions, on marche vite, et la Pologne au xviii^e siècle n'échappa pas à cette loi commune. Sigismond avait abattu les temples des protestans ; Jean Casimir alla plus loin, il les chassa du royaume, et comme les réformés dominaient dans les villes, le coup qui les frappa détruisit tout ce qui restait encore de bourgeoisie riche et indépendante, et réduisit à quelques Juifs la population industrielle des cités. La Pologne semblait alors au point de se dissoudre : c'était le tems où les cosaques de l'Ukraine se jetaient dans les bras du tzar ; les protestans invoquaient l'assistance de la Suède et de l'électeur de Brandebourg, l'élite de la nation expirait dans les guerres civiles ou sous le sabre des Turcs ; et l'Empire, spectateur paisible de son œuvre, élargissait encore la plaie en semant dans les rangs de l'ordre équestre ses titres nobiliaires et ses diplômes de princes et de comtes. Nous laissons à penser quel pouvait être le sort des lettres au milieu de ces tempêtes civiles. La vieille Académie de Cracovie, battue en brèche par les jésuites, succombait sous leurs efforts ; la langue nationale se corrompait, défigurée par le mélange du latin ; la libre allure de l'éloquence polonaise faisait place à de froids panégyriques ; enfin, de ces trois cents imprimeries que nous avons vu s'élever sous les Jagellons, il n'en restait plus, à la fin du xviii^e siècle, que quatre, où l'on publiait des livres de prières, signes déplorable d'une ruine que

Jean Sobieski, malgré l'assertion contraire de son biographe, fut impuissant à prévenir.

Voici donc venir ce règne illustre de Sobieski, fécond en trophées, stérile en vrais résultats, règne qui ne fit qu'entourer d'une auréole de gloire les derniers jours de la Pologne. A l'époque où nous sommes arrivés, Jean Sobieski, grand-enseigne de la couronne, luttait vaillamment contre les Turcs, sous les ordres de Czarniecki, et préludait par de beaux faits d'armes à sa haute renommée guerrière. Plus tard, quand l'abdication de Jean Casimir eut remis le sceptre aux débiles mains de Michel Koributh, Sobieski, pour prix de ses exploits, obtint la dignité de grand-maréchal, et son bras fut, à vrai dire, le bouclier de son pays. Mais, si sa gloire militaire est pure et sans nuages, il n'en est pas ainsi de sa vie de citoyen. Nous ne prétendons pas réhabiliter ici la mémoire de ce roi Koributh, contre lequel M. Salvandy entasse les reproches les plus vifs, les accusations les plus sanglantes. Mais, quels que fussent ses torts, il n'était ni juste ni politique, dans des circonstances si graves, de les afficher, pour ainsi dire, aux yeux de l'Europe, et d'entraver par une continuelle opposition tous les actes de son gouvernement. Ce fut l'erreur du grand-maréchal, alors chef d'une des factions qui désolaient la Pologne; cette faction l'en récompensa plus tard : elle le fit roi.

Les campagnes de Sobieski ont inspiré de belles pages à son biographe, et, sous ce rapport, sa tâche était facile; car il n'avait qu'à louer, et certes il y était bien porté de cœur. L'administration du monarque était chose plus pénible à apprécier; car là il y avait de grandes fautes, une témérité coupable et comme une insouciance profonde de l'avenir. M. Salvandy a senti les parties faibles de ce règne; mais il ne les a que légèrement indiquées, jaloux de conserver pure et sans tache la gloire de son brave prince. C'est seulement à la fin de

son œuvre qu'il laisse échapper quelques regrets sur les vues étroites du héros, et son asservissement aux caprices d'ambition de la reine Marie d'Arquien : nous serons plus sévères. Sobieski, ce nous semble, fut un grand général, non pas un grand roi; car il ne dota son pays que de drapeaux enlevés à l'ennemi, et de trophées de guerre; il ne vit pas ses maux, ou les ayant vus, s'étourdit sur leurs conséquences. Habile à défendre la Pologne du fléau de l'invasion ottomane, il ne sut pas la protéger contre le retour des désordres intérieurs, et ne le tenta même point. Brave et hasardeux comme ces nobles qui l'avaient fait roi, comme eux aimable et galant, l'ornement d'une cour et l'objet de l'admiration d'une armée, il n'eut qu'une médiocre capacité politique, et son regard court et inattentif ne plongea pas dans l'avenir.

Au moment de son avènement à la couronne, trois principes de décadence travaillaient activement la Pologne : c'étaient la turbulence de la noblesse, que cinquante ans de troubles avaient formée à la guerre civile, la lutte contre les Turcs, et les intrigues de la maison d'Autriche. Restreindre ce pouvoir illimité de l'ordre équestre était une tentative trop hardie. Mais on pouvait diminuer les dangers de ce pouvoir, en enlevant tout prétexte aux cabales des diètes, en oubliant de vieilles querelles avec les Paz de Lithuanie, en relevant le drapeau de la liberté religieuse qui avait été si long-tems l'honneur de la Pologne. Les Turcs avaient été battus : il devenait donc facile de terminer glorieusement cette guerre, et quant aux brigues de l'Autriche, elles n'étaient pas à craindre pour qui aurait su s'en méfier. Sobieski suivit une autre marche, ou plutôt crut ne pouvoir mieux faire que de continuer la misérable politique des Wasa. Il ne fut pas persécuteur comme eux, sans doute; mais la matière manquait pour une persécution, et la force avait éteint ou dispersé les sectes dissidentes.

D'ailleurs, on le vit tourmenter les diètes de ses intérêts de famille et quelquefois de ses querelles personnelles ; il engagea la nation plus avant encore dans cette lutte dévorante contre la Turquie, où s'absorbaient, au profit de l'Autriche, toutes les ressources du royaume. Ce furent ses liaisons avec l'empereur et son imprudente haine contre l'islamisme qui le poussèrent à laisser périr sans secours la Hongrie et la Transylvanie, États libres comme le sien, et qui, par désespoir de ne trouver dans Sobieski qu'un implacable adversaire, allèrent mendier le désastreux appui du sultan. Incertain et irrésolu dans sa conduite, il hésita toute sa vie entre l'alliance de la France et celle de l'Autriche, négociant avec la première, si Louis promettait le cordon de ses ordres au marquis d'Arquien, père de la reine ; prêt à tout sacrifier pour la seconde, si elle assurait à ses fils la principauté de Moldavie, flottant toujours entre Vienne et Paris, au gré de ses affections privées et de la vanité de Marie Casimire. Lui aussi mit donc la main à la ruine de la Pologne, et lorsqu'il pouvait la rendre à l'existence, ne sut que prolonger et ennoblir son agonie.

Si cet arrêt est sévère, peut-être qu'il est juste et sera confirmé par la postérité. Elle dira que, si la Pologne n'est plus, ce n'est pas pour avoir manqué de despotisme et de féodalité : car ces deux faits se rencontrent à diverses époques de ses annales et étaient d'ailleurs incapables de la sauver. Ce n'est pas non plus qu'elle ait traversé les siècles, fidèle aux traditions de sa vie sauvage ; car elle était libre et policée, quand la presque totalité de l'Europe était dans l'ignorance et la barbarie. Et si la turbulence de sa noblesse l'agita long-tems, comme un vaisseau, jouet des orages, si le despotisme de l'aristocratie a précipité sa perte, c'est qu'à cette cause de ruine d'autres vinrent se joindre. La Pologne a péri pour avoir cédé à cette manie d'intolérance religieuse qui faisait le tour

de l'Europe, pour avoir compromis sa fortune en se dévouant à des voisins ingrats : elle a péri pour n'avoir trouvé dans le dernier de ses rois, vraiment digne de ce titre, qu'un grand guerrier, au lieu d'un sage administrateur. Il faut rendre à chacun la responsabilité de ses œuvres, et ne pas faire de tel ou tel nom une sorte de victime expiatoire, qui reste chargée du poids des péchés de tous.

Disons donc que Sobieski a eu sa part dans les malheurs de la Pologne : mais avouons en même tems qu'il ne pouvait la perdre plus glorieusement. Quels que soient les torts de sa politique, il lui reste une renommée impérissable : sa valeur, digne des anciens preux, et sa science de la guerre qui fit l'admiration du monde, au tems de Turenne, du prince de Condé et de Charles de Lorraine. La campagne de 1672 contre les Turcs nous a rappelé ces jours d'éternelle mémoire, où Napoléon, tombant du trône, illustrait par un combat chaque canton de la Champagne ; et certes, les prodiges de Kaluza, de Budziacz et de Chocim ne sont pas inférieurs à ceux de Brienne, de Montmirail et de Champeaubert. Quant à la délivrance de Vienne, si l'on met de côté l'intérêt politique de la Pologne, c'est un des exploits les plus éblouissans dont l'histoire ait gardé le souvenir, c'est un de ces triomphes qui suffisent à immortaliser un prince et une nation. Le lendemain de cette bataille, Sobieski était vraiment le héros de la chrétienté, le Charles Martel du xvii^e siècle, et certes il est plus d'un grand homme de guerre qui eût troqué toute sa vie contre cette seule journée. Nous avons peine à concevoir aujourd'hui la popularité qui s'attachait à cette victoire, et tout l'enthousiasme qu'elle excita. Le vieil esprit des croisades est éteint dans notre Europe, et avec lui cette haine chevaleresque de l'islamisme qui passait des pères aux fils. D'ailleurs, la Turquie réduite à défendre pied à pied ses derniers retran-

chemens, ne fait plus trembler personne, et l'unique sentiment qu'elle inspire, c'est cet intérêt qui s'attache à toute nation luttant avec énergie contre la mort : mais, au xvii^e siècle, la monarchie de Mahomet II et de Soliman était encore quelque chose de formidable, et chacun de ses mouvemens ébranlait le monde. La prise récente de Candie donnait un port à ses flottes au centre même de la Méditerranée, et l'occupation de la Hongrie ouvrait l'Allemagne à ses armées. Or, ses armées à une époque où l'on ne hasardait guère plus de 50,000 hommes dans une bataille, comptaient plus de 200,000 soldats, braves comme des régimens français ou allemands, terribles et destructeurs comme les hordes de Gengis. Aussi, quand le bruit de la marche du grand visir Kara-Mustapha se répandit en Europe, grande fut la terreur, et telle, que depuis l'invasion de Soliman il n'en avait pas existé de semblable. Le danger commun fit taire les querelles particulières, et Louis XIV attendit sur les bords du Rhin que le sultan lui épargnât la peine de frapper à mort la maison d'Autriche. Toutes les chaires chrétiennes retentirent de cris de guerre : ne pouvant donner des soldats, le pape envoya des subsides, les cardinaux vendirent leurs pierreries : l'empereur quitta sa capitale en toute hâte, poursuivi par des cavaliers tartares, et il courut presser la marche des contingens de l'Allemagne. En France, en Italie, dans les provinces Rhénanes, on se demandait avec effroi où le visir irait planter ses tentes, quand Vienne ne serait plus : car cette ville semblait condamnée à une destruction certaine. Rome surtout, l'âme de toutes les coalitions européennes contre la Turquie, redoutait la vengeance du sultan et invoquait à la fois les puissances du ciel et celles de la terre. Un homme se rencontra qui rendit vaines ces terreurs et marqua par sa victoire le terme des progrès de la puissance ottomane. Depuis Vienne et Parkan, ses limites ont reculé



après chaque guerre, et l'épée du roi de Pologne semble avoir dissipé le prestige qui s'attachait à ce nom si redouté.

La campagne de Vienne offrait à notre auteur ample matière pour un brillant panégyrique : il a profité de cette occasion en écrivain habile : non-seulement il a retracé, avec beaucoup d'éclat et d'enthousiasme, les événemens presque merveilleux de cette guerre : mais il a suivi avec finesse les intrigues délicées du cabinet autrichien, du roi de France et de la cour de Rome. Quant au style de M. Salvandy, nous croyons inutile d'en faire l'éloge. Bien que parfois incorrect, on sait comme il est *vif* et rapide, riche d'éclatantes images et d'expressions heureuses. Qui n'a souvent admiré toutes les ressources de ce beau langage, quand il se voyait avec tant de bonheur à la défense de nos libertés publiques ! Appliqué à la haute composition littéraire, il n'a rien perdu de son charme, et prête à l'histoire de Sobieski tout l'attrait d'une narration épique, que le bon sens moderne aurait dégagée du cortège des dieux de l'Olympe.

Cependant, s'il faut dire ici toute notre pensée, et hasarder une dernière critique, il semble que M. Salvandy, en assistant aux funérailles de la Pologne, s'est tenu trop en garde contre le sentiment si naturel d'amour et de compassion pour les gloires déchues. Poursuivant, à travers l'histoire de ce pays, la continuation d'une prétendue barbarie, dont on perd la trace à chaque pas, il a trouvé simple et presque juste, qu'au tems où la civilisation triomphait partout en Europe, la Pologne tombât. Et cependant, s'il est une triste et poignante destinée, c'est celle de la dernière des républiques slaves. Voilà bientôt quarante ans qu'il ne compte plus en Europe, ce peuple brave et généreux, qui fut au moyen âge l'asile de la liberté religieuse, et au xvii^e siècle, le rempart vivant de toute la chrétienté. S'il a commis des fautes, il les

a cruellement expiées, et si sa noblesse fut parfois soupconneuse et turbulente, elle a payé cher sa tendresse jalouse pour la liberté. Et d'ailleurs, en démembrant la Pologne, sont-ce les droits abusifs de son aristocratie qu'on a voulu détruire ? Mais ces droits, l'ordre équestre venait de les sacrifier lui-même au bien commun par la constitution du 3 mai 1791 : aussi n'est-ce pas la Pologne aristocratique qu'on voulait anéantir, mais la Pologne républicaine ; et, au fait, ils se souciaient bien de la liberté des peuples, ceux qui l'ont tuée ? Nous qui ne pouvons lui rendre son indépendance, rappelons-nous, au moins, qu'elle a donné son sang pour défendre la nôtre ; que, partout où la fortune a poussé nos légions, des Polonais ont grossi leurs rangs, qu'ils se sont associés à nos revers comme à nos triomphes, et qu'ils mêlaient encore à Waterloo les débris de leur armée aux restes épuisés de la nôtre : c'est ce qui fait que leur cause restera toujours celle de la France, que leur misère sera pour nous un éternel sujet de douleur, que leur délivrance sera l'un de nos vœux les plus fervens, l'une de nos plus chères espérances.

